



Procès-verbal du Conseil Académique
Réuni le mardi 18 février 2020
Sous la présidence de
M. Stéphane AZOULAY
Vice-Président Formation
Et de M. Noel DIMARCQ
Vice-Président Recherche et Innovation
N°3/2020-2021

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mme ADAM Carine, M. ALLEGRET Jean-Pierre, Mme BARBIER Claire, Mme BATAZZI Claudine jusqu'à 17H45, Mme BERTRAND Marie-France, M. BIZIOU Michaël, M. BLANC Frédéric, Mme BLAY-FORNARINO Mireille, Mme BOISSELIER Pauline, M. BONCOMPAGNI Éric, M. BOUISSOU Stéphane, M. BRUNY Rémy jusqu'à 18H15, M. BURGER Alain, M. BURRONI Gaël, M. BORGESE Mauro Franco, M. CAILLER Bruno, M. CASSAM-CHENAÏ Patrick, Mme CERESO Delphine, Mme CHRISTIANS Elisabeth, Mme CORRADI Léa, M. COURDE Clément, Mme COURTIN Christine jusqu'à 17H00, M. CRISTOFARI Gaël, Mme D'ARRIPPE LONGUEVILLE Fabienne, Mme DEMARIA Samira, M. DEMESLAY Christopher jusqu'à 16H25, M. DIEDERICH Thibault à compter de 14H20, M. DOUAI Ali jusqu'à 17H00, Mme EL SAYED Eva jusqu'à 18H15, M. ESPALLARGAS Jean-Philippe jusqu'à 18H15, M. GARCIA Dimitri, Mme GIACALONE Marjorie, M. GIBART Laetitia, Mme GUILLAUMIER Audrey jusqu'à 16H25, Mme GWIZDEK Carole, M. HASSANALY GOULAMHOUSSEN Rahim, Mme HAYOTTE Meggy, Mme HERITIER Camille, Mme HOUARA Inès, Mme HUEBER Anne-Odile, M. LEBRE Milan, M. LECOUTEUX Guilhem, M. LEGRAND Olivier, Mme MALE Margaux jusqu'à 18H15, M. MORETTI Laurent jusqu'à 16H45, M. MOSCU Mircea, Mme N'AIT-BOUDA Faïza, Mme PERALDI-FRATI Marie-Agnès, M. PETIT Éric jusqu'à 17H50, Mme PLOUVIEZ Mélanie, Mme PUEL Marjolaine, M. PELLEGRINETTI Jean-Paul, M. RASSE Paul, M. REVELLI Gabriel jusqu'à 18H00, Mme ROMERO Margarida jusqu'à 14H30, M. ROSSO Thierry, M. ROULEAU Matthieu, M. ROUSSEAU Sylvain, M. SERRANO Benjamin jusqu'à 16H00, Mme SESSA Virginie jusqu'à 17H00, M. SOFIA Pierre Niccolo, M. THOMIN Jean-Louis, Mme VAN DE WIELE Nathalie, M. VEZIAN Anthony jusqu'à 17H50, Mme WALLISER Elisabeth,

AVAIENT DONNE PROCURATION :

- Pour la séance : Mme AYERBE Cécile à M. ALLEGRET Jean-Pierre, Mme BERTONE Manuela à M. RASSE Paul, M. DELLAMONICA Jean à Mme D'ARRIPPE LONGUEVILLE Fabienne, Mme FEDELE Carine à M. BLANC Frédéric, Mme GUIZOUARN Hélène à M. BORGESE Mauro Franco, Mme SALVAN Geneviève à M. PELLEGRINETTI Jean-Paul, M. SIIRIAINEN Fabrice à M. DIMARCQ Noël,

- En cour de séance : Mme BATAZZI Claudine à Mme BLAY Mireille à compter de 17H45, M. BRUNY Rémy à M. BURRONI Gaël à compter de 18H15, M. DEMESLAY Christopher à M. Jean-Philippe ESPALLARGAS à compter de 16H25, Mme COURTIN Christine à M. BONCOMPAGNI Éric à compter de 17H00, Mme EL SAYED Eva à Mme WALLISER Elisabeth à compter de 18H15, M. DOUAI Ali à M. LECOUTEUX à compter de 17H00, M. ESPALLARGAS Jean-Philippe à Mme HERITIER Camille à compter de 18H15, Mme GUILLAUMIER Audrey à M. ESPALLARGAS Jean-Philippe de 16H25 à 18H15, Mme MALE Margaux à Mme GIBART Laetitia à compter de 18H15, M. MORETTI Laurent à M. GARCIA Dimitri à compter de 16H45, M. PETIT Éric à M. AZOULAY Stéphane à compter de 17H50, Mme PUEL Marjolaine à M. AZOULAY Stéphane à compter de 17H50, M. REVELLI Gabriel à Mme GIBART Laetitia à compter de 18H00, Mme ROMERO Margarida à M. DOUAI Ali de 14H30 à 17H00, M. SERRANO Benjamin à M. BLANC Frédéric à compter de 16H00, Mme SESSA Virginie à M. COURDE à compter de 17H00, M. VEZIAN Anthony à M. REVELLI Gabriel de 17H50 à 18H00,

Excusées : Mme FERAUD Aurélie, Mme TÜRK Pauline,

Absents : M. GESBERT David, Mme GERIA Carla, M. HACHEM Elie,

Intervenants : Mme BERNARDINI Laetitia, Mme DIALLO Mariam, Mme MAILLAN Magali, Mme PISANO Florence, Mme SKROBACKI Vanessa, Mme ZERMATI Johanna

La séance est ouverte à 14H05.

Préambule :

M. AZOULAY explique, que dans la mesure où le Conseil Académique recouvre désormais les secteurs de la Formation et de la Recherche, les Directions Métiers seront les points de contacts des conseillers (DRVI : Mme Magali MAILLAND, DEF : M. André BAUDIN et DRH : M. Sylvain DI GIORGIO), la coordination des séances plénières étant assurée par la DEF.

M. AZOULAY précise ensuite que les séances seront co-présidées par le Vice-Président Formation et le Vice-Président Recherche et Innovation.

Il informe qu'afin de faciliter la rédaction des procès-verbaux les séances sont enregistrées mais que les enregistrements ne font pas l'objet d'un archivage.

Il précise que les convocations incluant l'ordre du jour sont adressées aux conseillers deux semaines avant la date du Conseil et que les points qui font l'objet d'une demande d'inscription après la date d'envoi sont présentés en début de séance et leur ajout à l'ordre du jour est soumis à l'approbation des conseillers.

Dans ce cadre, M. DIMARCQ propose l'ajout au point 11 d'un vote sur une dotation de 10K€ dans le cadre du budget de l'UR2CA.

La proposition est validée à l'unanimité avec 73 voix.

Il propose ensuite de mettre au vote en fin de séance, la mise en place d'un groupe de réflexion mixte CAC/CA sur la LPPR (Loi de programmation pluriannuelle de la recherche).

La proposition est validée à l'unanimité avec 73 voix.

M. AZOULAY répond ensuite à Mme HERITIER qui s'interroge sur la procédure d'ajout d'un point à l'ordre du jour, que conformément au règlement intérieur « *l'ajout d'une question à l'ordre du jour ou d'une motion est de droit si la demande écrite en est faite par un quart des membres au moins huit (8) jours à l'avance sauf cas d'urgence ; la notion d'urgence est appréciée par le Conseil.* »

Il est précisé à la demande de Mme HERITIER qu'il s'agit du quart de la totalité des membres (80 = 68 élus + 12 désignés)

M. DIMARCQ ajoute que les 12 membres désignés ont le droit de vote lors des séances en formation plénière mais que les 4 enseignants-chercheurs, membres du collège complémentaires, participent aux séances en formation restreinte mais n'ont pas le droit de vote dans ce cadre.

I.- Vie Institutionnelle :

I .1.- Avis sur la candidature à la vice-présidence Vie Universitaire et de Campus

M. AZOULAY fait part de la proposition du Président de **Mme Marie-Albane WATINE** à cette mission.

Mme WATINE, Maître de conférence au Département de Lettres Modernes et membre du Laboratoire Bases Corpus et Langage présente sa candidature. (cf CV joint)

Elle souligne l'importance de la charge que le Président souhaite lui confier et qui consistera à œuvrer à garantir les meilleures conditions de vie possibles aux étudiants pour qu'il réussissent au mieux leurs études. La période de la Vie Universitaire constitue pour eux, un moment crucial de leur formation en tant qu'être humain et citoyen qui peut être aussi un moment de fragilité financière, affective ou sociale pour un certain nombre d'entre eux.

Afin de pouvoir maîtriser l'ensemble des dossiers, elle prend actuellement la mesure de ses missions à travers une connaissance du périmètre et de l'ensemble des acteurs impliqués dans la vie universitaire.

Elle fait part des 3 grands axes qui lui tiennent particulièrement à cœur :

- 1- renforcer la cohésion et l'investissement collectif des étudiants dans la vie d'ensemble de la communauté en s'appuyant sur les associations étudiantes d'UCA et sur le dispositif du bonus engagement qui offrent de nombreuses possibilités,
- 2- renforcer l'éco-responsabilité des campus qui constitue, de son point de vue, une dimension fondamentale, en accompagnant les changements de comportements et en faisant de l'université un lieu d'expérimentation pour l'ensemble de la communauté universitaire en lien avec ses partenaires (notamment les collectivités territoriales)
- 3- œuvrer à améliorer l'alimentation étudiante, cette question constituant un vaste chantier dans un domaine beaucoup de choses restent à faire.

Pour mener à bien l'ensemble de ses missions Vie Universitaire et de Campus, une collaboration rapprochée se mettra en place avec les 3 Vice-Présidents Sport (M. Serge COLSON), Santé (M. David DARMON) et Culture (M. Sylvain LIZON) qui chacun, dans leur domaine de compétence, mènent un projet d'ampleur sur le périmètre UCA pour donner une nouvelle dimension à la vie culturelle, à la vie sportive et à l'accompagnement de la santé des étudiants.

Un vote à bulletins secret est organisé.

La proposition de nomination de Mme WATINE en qualité de Vice-Présidente Vie Universitaire et de Campus est approuvée avec 61 voix pour, 6 voix contre, 4 votes blancs et 2 abstentions.

I.2.- Poursuite de la désignation des membres de la section disciplinaire des usagers

M. AZOULAY précise que les membres des collèges A et B sont les seuls à prendre part au vote pour cette élection et qu'en conséquence ils ont été regroupés dans la salle par collège afin de faciliter les votes.

Il rappelle qu'ont été élus au Conseil du 23 janvier :

Collège B : Mme N'AIT BOUDA Faiza ;

Collège C : Mme MERIAUX Stéphanie et M. MORETTI Laurent

Collèges EF : Titulaires : Mme CORRADI Léa ; M. ESPALLARGAS Jean-Philippe ; Mme GUILLAUMIER Audrey ; M. VEZIAN Anthony ; Mme MALE Margaux ; M. BRUNY Rémy ;

Suppléants : Mme EL SAYED Eva ; M. DEMESLAY Christophe ; Mme GERIA Carla ; M. HASSANALY GOULAMHOUSSEN Rahim ; BOISSELIER Mme Pauline ; M. BURRONI Gaël

Il reste à élire : collège A: 1 homme et 1 femme ; collège B : 1 homme

M. AZOULAY remercie Mme Manuela BERTONE et M. Alain BURGER qui ont fait part de leur candidature pour le collège A. Il fait appel à candidature pour le collège B « Homme ».

Mme BERNARDINI rappelle que le code de l'éducation prévoit une élection à deux tours et qu'ont donc été élus au premier tour les candidats ayant recueilli la majorité absolue des suffrages exprimés (50% des voix +1) et que les plus âgés ont été désignés lorsqu'il y a eu égalité du nombre de voix.

Le nombre élevé d'abstentions au premier tour n'a pas permis de dégager une majorité absolue pour élire un enseignant chercheur sur les 3 sièges qui restent à pourvoir. Au deuxième tour, seule une majorité relative sera requise.

Mme BERNARDINI informe par ailleurs que l'élection des présidents des sections disciplinaires enseignants et usagers (à élire parmi les membres du collège A) se tiendra le 4 mars au matin.

Au terme d'un vote à bulletin secret :

- Mme BERTONE est élue à l'unanimité avec 19 voix pour le collège A membre femme (2ème tour du 1er scrutin)

M. BURGER est élu avec 15 voix pour le collège A membre homme (2ème tour du 1er scrutin) ; 3 voix pour M. BORGESE et 1 voix pour M. RASSE.

M. AZOULAY, est élu avec 4 voix Pour le collège B membre homme (2ème tour du 1er scrutin) ; 4 voix pour M. LECOUTEUX et 1 voix pour M. CAILLER. (En l'état de l'égalité des voix, M. AZOULAY a été désigné, étant le plus âgé des 2 membres ayant obtenu le plus de voix)

M. AZOULAY présente sa démission immédiate car il considère qu'une telle charge est incompatible avec sa fonction de vice-président. Un 2ème scrutin est organisé.

Au 1er tour de ce 2ème scrutin, MM. BONCOMPAGNI et LECOUTEUX obtiennent 4 voix chacun, M. CAILLER 2 voix et M. BLANC 1 voix. Aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés (soit 7 voix en l'espèce), un 2ème tour est organisé.

M. BONCOMPAGNI est élu avec 4 voix pour le collège B au 2ème tour de ce 2ème scrutin, 3 voix pour M. LECOUTEUX, 2 voix pour M. BLANC et 2 voix pour M. CAILLER.

I.3.- Désignation de membres du Conseil Académique dans diverses commissions de l'établissement

I.3.1.- Commission des statuts et des règlements

M. AZOULAY remercie Mme COURTIN et M. ALLEGRET qui se sont portés candidats pour les sièges des collèges A et B ainsi que Mme HERITIER et M. ROSSO pour le siège du collège D, et MM. ESPALLARGAS et ROSSI pour le siège des collèges E et F.

Mme PISANO, Directrice Générale des Services Adjointe en charge de la Sécurisation, présente ensuite la commission et précise qu'au vu du nombre des candidats, il conviendra de départager ceux des collèges D et EF où 2 candidats sont respectivement positionnés pour un seul siège. Elle souligne que cette commission est une commission de l'établissement qui n'est pas soumise au même formalisme que la section disciplinaire dont le cadrage émane du code de l'éducation.

M. AZOULAY invite ensuite les candidats sur les collèges D et E/F à se présenter :

- Mme HERITIER, chargée d'orientation et d'Insertion Professionnelle sur le campus de Saint-Jean d'Angely indique qu'elle n'a pas de compétence juridique particulière, mais elle exprime son attachement à toujours s'inscrire dans une démarche consistant à chercher à comprendre les problématiques et dit sa ferme intention de rendre les questions qui se posent le plus explicite possible pour le plus grand nombre.
- M. ROSSO, Ingénieur d'Etudes Recherche et Formation en Sciences Humaines et Sociales fait part de son expérience en qualité de membre de la commission des statuts au cours d'un précédent mandat à UNS. Il fait part de l'importance de cette mission parfois ardue, qui constitue un garde-fou des pratiques qui ont cours dans l'établissement et s'engage à toujours être vigilant et au plus près de l'intérêt de l'ensemble des personnels.
- M. ESPALLARGAS étudiant diplômé d'une licence de Langue Etrangère Appliquée de l'UNS, et actuellement inscrit en 2^{ème} année de licence Droit, VP Etudiant sortant de l'UNS et d'UCA, élu sortant de la CFVU-UNS et du CAc-UCA, fait part de son objectif de prendre part à l'examen de la conformité

des textes qui seront proposés et de son engagement à toujours se positionner en priorisant l'intérêt des étudiants.

- M. ROSSI absent et représenté par M. LEBRE son suppléant, n'a transmis aucune consigne particulière.

Pour les collèges A/B M. ALLEGRET et Mme COURTIN seuls candidats sont élus avec 74 voix.

Un vote à bulletin secret est organisé au terme duquel sont attribuées à Mme HERITIER : 48 voix, à M. ROSSO : 23 voix, à M. ESPALLARGAS : 43 voix, à M. ROSSI 16 voix.

Sont élus pour :

Le collège D : Mme HERITIER,

Les collèges E et F : M. ESPALLARGAS

I.3.2.- Commission d'exonération des Droits d'Inscription

M. AZOULAY rappelle que cette commission présentée par M. DALLOZ au Conseil Académique du 28 janvier est une commission ad-hoc qui se réunira une seule fois sur la question de l'examen des modalités d'exonération des enfants de personnels.

Aucun candidat ne s'est déclaré à ce jour.

Proposent leur candidature en séance :

- ***Enseignants-chercheurs : Mme PERALDI (pour le siège titulaire) et M. DIMARCQ (pour le siège suppléant)***
- ***Etudiantes : Mme BOISSELIER (pour le siège titulaire) et Mme HAYOTTE (pour le siège suppléante)***

Les 4 candidats sont élus à l'unanimité avec 74 voix.

I.4.- Liste des invités permanents au Conseil Académique

M. AZOULAY explique qu'outre les conseillers (élus et désignés), le Conseil Académique a la possibilité d'accueillir en son sein des invités représentants de la communauté universitaire et de ses partenaires qui pourront suivre les débats et potentiellement être sollicités pour donner leur avis sur un certain nombre de points.

Il précise que la liste proposée reprend une partie des invités aux précédentes commissions (CR et CFVU) et qui se compose de :

- la Rectrice/le Recteur de l'Académie de Nice ou son (sa) représentant(e)
- le/la Délégué(e) Régional(e) à la Recherche et à la Technologie ou son (sa) représentant(e)
- le/la Directeur/Directrice du Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires ou son représentant
- les Représentant(e)s des tutelles
- les Directrices/Directeurs des Etablissements Composantes ou leur représentant(e)
- les Directrices/Directeurs des Unités de Recherche ou leur représentant(e)
- la Directrice/le Directeur du Service Commun de Documentation ou son (sa) représentant(e)
- la Directrice/le Directeur de la Recherche, de la Valorisation et de l'Innovation ou son (sa) représentant(e)
- la Directrice/le Directeur de la Formation ou son (sa) représentant(e)

Il est précisé que les Directrices/Directeurs de composantes académiques sans personnalité morale ou leur représentant(e) figurent au rang des invités déjà prévus par l'article 45 des statuts.

M. AZOULAY ajoute que dans les commissions précédentes CFVU et CR, le nombre d'invités permanents était nettement plus important mais que pour des questions de logistique liées notamment à la capacité des salles, certains d'entre eux seront désormais invités de manière ponctuelle lorsque l'ordre du jour le justifiera. Le Directeur de la formation Continue ou les chargés d'orientation et d'insertion professionnelle pourront être concernés par cette option.

Aux observations de Mme HERITIER qui s'interroge sur les raisons qui ont motivé de privilégier tel invité plutôt que tel autre pour l'inscrire à la liste des invités permanents, M. AZOULAY répond que si le Conseil le souhaite, un vote séparé peut être effectuée sur une ou plusieurs des personnes proposées.

M. DIMARCQ ajoute qu'il avait été envisagé de ne pas inviter l'ensemble des Directeurs d'Unité de Recherche de manière systématique mais que lors de leur dernière assemblée générale, ces derniers ont argumenté sur la nécessité de leur présence.

M. ESPALLARGAS aurait, pour sa part, souhaité que le VP Etudiant du CROUS soit invité permanent dans la continuité des pratiques en place à la CFVU. M. AZOULAY répond que la Directrice du CROUS ou son/sa représentant(e) sera invitée permanente et que le VPE sera invité ponctuellement lorsque des questions de Vie Étudiante seront abordées.

Concernant la présence du Recteur parmi les invités, il est précisé à la demande de M. ROSSO, qu'il s'agit pour l'instant, du Recteur de l'Académie qui était membre de l'ancienne CFVU, dans la mesure où le périmètre des missions à répartir entre le Recteur d'Académie et le Recteur délégué à l'Enseignement Supérieur à la Recherche et à l'Innovation n'est pas encore arrêté. M. DIMARCQ précise que la participation d'un certain nombre de personnalités, et notamment celle du Recteur, revêtira un caractère tout à fait exceptionnel mais qu'il est cependant important qu'elles soient destinataires des ordres du jour des séances afin qu'elles puissent, si besoin, se faire représenter pour assister aux débats sur un point particulier.

La proposition de liste des invités permanents est approuvée avec 72 voix pour et 2 absentions.

5.- Présentation du WIKI (espace de travail)

Intervenants :

Direction de la Recherche de la Valorisation et de l'Innovation (DRVI) et Direction des Systèmes d'Information (DSI).

Une présentation est effectuée par Vanessa SKROBACKI - Gestionnaire d'Instance CAC en modalité « Recherche ». Elle figure en Annexe 1 du Procès-Verbal. Tous les liens vers les différents espaces de travail/wiki y sont intégrés, dont le principal : l'accueil du Conseil Académique. Les conseillers sont alertés sur le fait que certaines pages du wiki auront des restrictions d'accès (aux membres du CAC restreint par exemple), pour des raisons de traitements individuels et de confidentialité. Des tutoriels vidéo ont été conçus afin de pouvoir installer le wiki en marque page sur les deux navigateurs les plus courants afin de faciliter l'accès aux documents préparatoires avant les séances. En cas de difficulté de connexion au wiki (demande de code ou autre), les membres peuvent adresser leur demande au coordinateur du CAC (André BAUDIN) par le biais de l'adresse mail : cac@univ-cotedazur.fr.

II.- Recherche :

Rajout points avec accord des membres :

- **Dotation de l'Unité de Recherche Clinique Côte d'Azur (UR2CA)**

Noël DIMARCQ propose l'ajout de ce point - 11 bis - afin d'attribuer un budget de 10 000€ pour l'année 2020 à UR2CA pour que cette unité de recherche puisse commencer à fonctionner. Il précise que la création de cette unité avait été

validée par le Conseil d'Administration d'Université Nice Sophia-Antipolis du 13/12/2019. Sa nouvelle dénomination (anciennement UPRC) sera abordée en CAC ce jour.

Il propose aux conseiller.e.s de passer au vote :

Avis favorable à l'unanimité pour l'ajout du point 11 bis Dotation UR2CA à l'ordre du jour

- **Loi de Programmation Pluriannuelle de la Recherche (LPPR)**

Le 1er février 2019, le Premier ministre a annoncé la mise en place de groupes de travail afin qu'une loi de programmation pluriannuelle de la recherche soit présentée au Parlement au début 2020. L'objectif est de redonner à la recherche plus de moyens et d'améliorer la flexibilité dans leur utilisation tout en assurant la capacité de programmer ces moyens sur plusieurs années.

Dans ce cadre, Noël DIMARCQ propose l'ajout du point - n°15 – à l'ordre du jour, afin de pouvoir commencer à échanger sur le sujet et examiner la pertinence de mettre en place un groupe commun CAC/CA dont l'objectif sera d'identifier les sujets spécifiques de la LPPR sur lesquels la réflexion doit être portée pour analyser leur applicabilité au niveau d'UCA.

Il propose aux conseiller.e.s de passer au vote :

Avis favorable à l'unanimité pour l'ajout du point n°15 « LPPR » à l'ordre du jour

6.-Présentation de la Direction de la Recherche de la Valorisation et de l'Innovation (DRVI)

Intervenant : DRVI

Une présentation est effectuée par Johanna ZERMATI – Directrice Administrative de la DRVI. Elle figure en Annexe 2 du Procès-Verbal. Madame ZERMATI présente l'ensemble des effectifs administratifs et opérationnels affectés au soutien à la Recherche et à l'Innovation répartis en 4 services ainsi que leurs principales missions :

- La Cellule Recherche
- La Cellule Recherche Europe (comprenant un pôle Europe et un pôle National pour les montages des projets)
- La Cellule Appui, Innovation et Valorisation (regroupant la Cellule Valorisation et Contrats ainsi que la Cellule Appui et Innovation)

7.-Fin de la labélisation des Equipes d'Accueil (EA) : nouvelle dénomination et numérotation des Unités Propres de Recherche (UPR)

Intervenants:

Noël DIMARCQ - Vice-Président Recherche et Innovation

Magali MAILLAND DRVI - Responsable du Service Recherche (DRVI)

Noël DIMARCQ présente le contexte : suite à la décision Ministérielle de mettre fin à la procédure de labélisation nationale des Equipes d'Accueil (EA) au 01/01/2020, toutes les EA deviennent des Unités Propres de Recherche (UPR). Ainsi, à compter de 2020, la labélisation des futures UPR se fera par l'établissement après avis du Conseil Académique (CAC) et validation par le Conseil d'Administration.

Le MESRI a confirmé qu'il est de la responsabilité de l'établissement de créer de nouvelles unités en leur attribuant un label, avec la possibilité (et non obligation) de revoir la dénomination. Chaque établissement est ainsi libre de choisir son organisation interne tant pour la dénomination que pour la numérotation. Le Ministère renvoie systématiquement chaque unité au numéro du Répertoire National des Structures de Recherche (RNSR), qui est la référence utilisée lors de dépôt de projets à l'Agence Nationale de la Recherche (ANR).

En ce qui concerne les options pour la numérotation des UPR, le Service Recherche de la DRVI a effectué plusieurs actions :

- Benchmark auprès d'autres établissements universitaires (Lorraine/Strasbourg et Reims)
- Analyse de l'avis du Département des contrats de site et des accréditations du MESRI
- Enquête au niveau de Laboratoires (LIRCES, LAMHESS) pour évaluer l'impact sur le laboratoire et les chercheurs d'un changement de numérotation
- Participation au groupe de travail DSI UCA sur le type de nomenclature en lien avec les Systèmes d'Information (SI)
- Analyse comparative des données au niveau des UPR CNRS

Ces actions ont permis l'élaboration des propositions suivantes, soumises à l'approbation des conseillers :

- 1) La nouvelle dénomination « UPR » pour les Unités Propres de Recherche
- 2) Le maintien de la numérotation pour les EA existantes, afin d'éviter toute ambiguïté au niveau national.
- 3) Pour les nouvelles UPR qui seront créées à partir de 2020, la mise en place d'une identification à 7 caractères de type « UPR CA01 », « UPR CA02 » etc. (CA pour Côte d'Azur).

La parole est donnée aux conseillers :

Un conseiller remarque que 2 chiffres ne seront peut-être pas suffisants. Noël DIMARCQ indique qu'il faut se fier au taux de création. Mme MAILLAND souligne que seulement 5 EA ont été créées sur le précédent contrat.

Noël DIMARCQ ajoute que l'identification de l'unité est assurée sans ambiguïté au niveau national dans le RNSR. Les unités seront soit des Unités Mixtes de Recherche (UMR) ayant d'autres établissements tutelles en plus d'UCA, soit des Unités Propres de Recherche (UPR) n'ayant qu'UCA comme tutelles.

Au-delà de la numérotation, une conseillère cherche à savoir comment procéder au passage des EA en UPR et s'enquiert si ce changement doit se reposer sur l'expertise HCERES ? Noël DIMARCQ répond que la numérotation sera conservée pour son rôle « historique » et que la nouvelle dénomination ne modifiera rien. Un conseiller fait remarquer que le laboratoire CRHEA (Centre de Recherche sur l'Hétéroépithaxie et ses Applications) est une UPR (UPR 10) du CNRS et demande si des discussions se sont tenues avec le CNRS et la DR20. Noël DIMARCQ indique avoir présenté ce point lors de l'Assemblée Générale des Directeurs d'Unités en janvier 2020 et qu'aucun Directeur n'avait fait de commentaires. Il précise que c'est le nom et l'acronyme d'une structure de recherche qui sont reconnus au niveau local, national, international et non le statut d'UPR ou d'UMR.

Il propose aux conseiller.e.s de passer au vote sur :

- le changement de dénomination des Équipes d'Accueil (EA) en Unités Propres de Recherche (UPR) ;
- le maintien de la numérotation des EA existantes ;
- la numérotation des nouvelles UPR à compter de 2020 sous le format à 7 caractères « UPR CAxx »

Avis favorable à la majorité (1 vote contre et 5 abstentions)

L'avis du CAc sera entériné par le Conseil d'Administration du 20/02/2020.

8.-Classement de l'Appel à Projets Région du Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur (CR PACA) 2020 : Volets « Recherche » et « Rayonnement Scientifique ».

Intervenants :

Noël DIMARCQ et Mariam DIALLO (Cellule Recherche Europe/DRVI)

Une présentation est effectuée par Mariam DIALLO – Chargée d'appui aux projets de recherche. Elle figure en Annexe 3 du Procès-Verbal.

Madame DIALLO présente le cadre des deux Appels à Projets « Recherche » et « Rayonnement Scientifique » ainsi que leurs différents volets. Le CAc doit en effet classer les demandes de subventions des cinq volets suivant:

- Projets Rayonnement Scientifique :
 - Manifestations Scientifiques
 - Editions
- Projets Recherche :
 - Général
 - Plateformes
 - Recherche exploratoire

Chaque projet, expertisé par 2 rapporteurs membres du CAc, est présenté et discuté.

Noël DIMARCQ propose ensuite de passer aux votes pour les classements des Projets dans les différents volets « Rayonnement Scientifique » et « Recherche ».

Projets « Rayonnement Scientifique » (cf Annexe 4 du Procès-Verbal)

Volet Manifestations Scientifiques

Classement validé à la majorité – 3 abstentions

Volet Editions

Classement validé à l'unanimité

Projets « Recherche » dont le tableau est en Annexe 5 du Procès-Verbal.

Volet Général

Classement validé à l'unanimité

Volet Recherche exploratoire

Classement validé à la majorité – une abstention

Volet Plateformes

CAc n°3 2019-2020 du 18 février 2020

Classement validé à l'unanimité

9.-Renouvellement du Groupement de Recherche (GDR) « BOIS », adossé au laboratoire Cultures et Environnements Préhistoire, Antiquité, Moyen Âge (CEPAM - UMR 7264), porté par I. THÉRY- PARISOT pour la période 2021-2025

Noël DIMARCQ présente la demande du renouvellement du GDR n°3544 « Sciences du bois », portée par Mme. THÉRY-PARISOT, Professeur des Universités.

La présentation est en Annexe 6 et la description complète du GDR est en Annexe 7 du Procès-Verbal.

Le Groupement de Recherche « Sciences du bois » a été créé en 2012, et renouvelé en 2016-2019. Il fédère l'ensemble de la communauté scientifique de recherche dont le bois est l'objet d'étude. Le directeur du GDR est Eric BADEL (UMR PIAF, Clermont-Ferrand).

Au 1er janvier 2021, le GDR sera à nouveau renouvelé pour une durée de 5 ans. Noël DIMARCQ indique que quatre équipes du CEPAM contribuent au GDR, dont une équipe spécialisée en bio-archéologie. Il souligne que le renouvellement de ce GDR n'a pas d'incidence financière pour UCA car le soutien à ce GDR est principalement apporté par le CNRS, à hauteur de 50 k€ sur une durée de 5 ans, avec un complément de financement de l'INRAE. Plusieurs instituts du CNRS sont concernés par ce GDR : INSIS, INC, INEE, INSHS, INSB.

Noël DIMARCQ propose aux conseillers de donner un avis favorable au renouvellement du GDR « BOIS » pour la période 01/01/2021 - 31/12/2025, avec la participation du Laboratoire Cultures et Environnements Préhistoire, Antiquité, Moyen Âge (CEPAM - UMR 7264)

Avis favorable à l'unanimité

10.-Création de l'Institut Fédératif de Recherche « Ressources Marines »

Intervenants : Éric RÖTTINGER (IRCAN) et Mohamed MEHIRI (ICN).

La présentation et la description complète du projet d'IFR sont respectivement en Annexe 8 et Annexe 9 du Procès-Verbal.

Cet IFR, dont le périmètre inclut la conservation des ressources marines, le bien-être et la santé, a pour vocation de rassembler les compétences pluri- et multidisciplinaires de l'Université Côte d'Azur pour la compréhension fonctionnelle, la sécurisation et la valorisation durable des ressources marines. Combinant de manière synergique diverses disciplines telles que l'écologie, la biologie, la biomédecine, la chimie, la physique, les mathématiques, la géologie, le droit, l'économie ainsi que les sciences humaines et sociales, l'IFR a pour objectif de structurer et rendre plus visible la recherche sur et autour les « ressources marines ». Par ailleurs, il vise à renforcer les interactions locales et transfrontalières entre les équipes de recherche, ainsi qu'avec les partenaires socio-économiques régionaux.

Cet IFR est une entité sans mur qui, lors de son lancement, impliquera cinq unités de recherche du site (ECOSEAS, GREDEG, ICN, IRCAN et le LADIE) mais qui pourra inclure dans le futur d'autres unités de recherche d'UCA potentiellement concernée par différents aspects de la thématique « ressources marines ».

Les activités de recherche de l'IFR s'inscrivent dans au moins trois académies d'excellence de l'UCA, six Écoles Universitaires de Recherche (EUR) et trois programmes d'enseignement niveau Master, dont le MSc MARRES (MSc. In Science, Conservation & Valorisation of Marine Resources).

Noël DIMARCQ remercie Éric RÖTTINGER et Mohamed MEHIRI pour leur présentation et donne la parole aux conseillers :

Une question est posée sur le volet enseignement, en particulier sur le MSc MARRES qui est une formation faisant partie du programme IDEX, pour savoir s'il y a d'autres points à ajouter sur cette formation. Éric RÖTTINGER indique

qu'il s'agit d'une formation qui existe déjà et qui possède une labélisation nationale. Les objectifs de la 2^{ème} année de cette formation sont d'ailleurs étroitement liés à l'IFR. Une autre question concerne la possibilité d'inclure d'autres rives de la Méditerranée : les intervenants indiquent qu'il est important d'approfondir ce type en renforçant des liens déjà existants. Un conseiller demande s'il y a des discussions en cours avec l'Observatoire Océanologique de Villefranche-sur-Mer (OOV) et avec l'Institut Méditerranéen du Risque, de l'Environnement et du Développement Durable (IMREDD). Il est indiqué que la future implication de l'IMREDD est déjà prévue. Elisabeth CHRISTIANS, directrice de l'Institut de la Mer de Villefranche (IMEV), présente à cette séance du CAC, confirme aussi que des collaborations sont déjà en place et soutient la mise en place de cette structure fédérative.

Noël DIMARCQ souligne que l'IFR « Ressources Marines » implique au moment de sa création un noyau dur d'unités de recherche mais qu'il est destiné à s'élargir en permettant la poursuite, le renforcement et l'extension des collaborations.

Une question est posée sur les axes précis de recherche et les effectifs prévus. Éric RÖTTINGER indique que l'estimation précise des effectifs n'est pas disponible à ce jour et que les axes précis de recherche de l'IFR sont en cours d'élaboration.

Noël DIMARCQ propose aux conseillers de donner un avis sur la proposition de création de l'Institut Fédératif de Recherche « Ressources Marines », avec une dotation annuelle allouée par l'établissement, et une évaluation par le CAC prévue 2 ans après sa création.

Avis favorable à la majorité incluant 3 votes contre et 6 abstentions

Suite à l'avis majoritairement du CAC, la création de cet IFR sera soumise à l'approbation du Conseil d'Administration le 20/02/2020.

Noël DIMARCQ propose aux conseillers de doter l'Institut Fédératif de Recherche « Ressources Marines » de 10 000€ pour sa première année. Il précise que cette dotation avait été prévue au budget 2020 et avait fait l'objet d'un vote au CA de l'UNS du 13/12/2019.

Décision favorable à la majorité incluant 12 abstentions

11.-Dénomination de l'Unité Propre en Recherche Clinique

Intervenant : Noël DIMARCQ

Noël DIMARCQ présente un bref historique de l'Unité Propre de Recherche Clinique (sous le nouveau libellé UPR), - composée de 5 équipes de recherche, dont la création avait reçu un avis positif de la Commission Recherche le 26/11/2019 puis avait été approuvée par le Conseil d'Administration d'UNS le 13/12/2019.

Noël DIMARCQ propose aux conseillers de donner un avis sur la dénomination de cette unité : Unité de Recherche Clinique Côte d'Azur : « UR2CA »

Avis favorable à l'unanimité

11 bis.-Dotation de l'Unité de Recherche Clinique Côte d'Azur "UR2CA" (rajout de ce point après accord du CAc en début de séance)

Noël DIMARCQ propose d'attribuer une dotation de 10 000€ pour l'année 2020 à UR2CA pour son fonctionnement.

Il propose aux conseiller.e.s de passer au vote :

Décision favorable à l'unanimité

12.-Changement de Direction Adjointe de l'Unité Mixte de Recherche (UMR – 7329) GEOAZUR

Intervenant : Noël DIMARCQ

Noël DIMARCQ présente le contexte du changement de direction adjointe au laboratoire GEOAZUR (UMR UCA, CNRS, OCA, IRD). Avant novembre 2019, GEOAZUR comptait trois directeurs-adjoints :

- Gilles METRIS, qui occupe toujours son poste
- Frédéric CAPPA, qui a démissionné le 01/12/2019 pour s'impliquer dans l'équipe de direction de l'EUR SPECTRUM.
- Isabelle MANIGHETTI, qui a démissionné le 13/11/2019

Suite au conseil du laboratoire du 13/11/2019, Boris MARCAILLOU (MCF) a été proposé pour être directeur adjoint en tant que référent IRD et en remplacement d'Isabelle MANIGHETTI. Noël DIMARCQ propose aux conseillers de donner un avis positif à la nomination de Boris MARCAILLOU en tant que directeur-adjoint.

Il propose aux conseiller.e.s de passer au vote :

Avis favorable à l'unanimité

S'agissant d'une UMR, ce changement sera soumis à l'approbation du Conseil d'Administration le 20/02/2020.

13.-Changement de Direction Adjointe du laboratoire « Microbiologie Orale, Immunothérapie et Santé » (MICORALIS - ex-EA n°7354)

Intervenant : Noël DIMARCQ

Noël DIMARCQ présente le contexte du changement de la direction-adjointe de l'Unité Propre de Recherche (UPR) MICORALIS

Suite au conseil du laboratoire du 24/09/2019, Marlène Chevalier (IGE) est proposée en remplacement d'Isabelle Précheur-Sablayrolle (PU-PH). Noël DIMARCQ propose aux conseillers de donner un avis positif à la nomination de Marlène Chevalier en tant que directrice-adjointe du laboratoire MICORALIS.

Il propose aux conseiller.e.s de passer au vote :

Avis favorable à l'unanimité

14.-Changement de Direction (et adjoint) de l'Ecole Doctorale Sciences de la Vie et de la Santé (SVS) et de l'Ecole Doctorale Droit Et Science Politique Economie, Gestion (DESPEG)

Changement de Direction de l'Ecole Doctorale Sciences de la Vie et de la Santé (ED SVS)

Intervenant : Noël DIMARCQ

Noël DIMARCQ présente le contexte du changement de direction de l'ED SVS. Suite au conseil de l'ED du 23/01/2020, la candidature d'Olivier SORIANI (MCF HDR) en tant que directeur est proposée au CAC, en remplacement de Thomas LAMONERIE.

Noël DIMARCQ propose aux conseillers de donner un avis positif à la nomination d'Olivier SORIANI en tant que directeur de l'ED SVS. L'avis du CAC ne nécessite pas d'être entériné par le Conseil d'Administration d'UCA mais sera communiqué au Président de l'Université pour décision. Le changement de direction sera effectif à compter de la décision du Président d'UCA.

Il propose aux conseiller.e.s du CAC de passer au vote :

Avis favorable à l'unanimité

Changement de Direction (et adjoint) de l'Ecole Doctorale Droit Et Science Politique Economie, Gestion (ED DESPEG)

Intervenant : Noël DIMARCQ

Noël DIMARCQ présente le contexte du changement de direction de l'ED DESPEG.

Suite au conseil de l'ED du 22/10/2019, les propositions d'Olivier BRUNO (PR) en tant que directeur et de Philippe LUPPI (MCF HDR) en tant que directeur-adjoint sont soumises à l'avis du CAC.

Noël DIMARCQ propose aux conseillers de donner un avis favorable à la nomination pour l'ED DESPEG de :

- Olivier BRUNO en tant que directeur
- Philippe LUPPI en tant que directeur-adjoint

Il propose aux conseiller.e.s du CAC de passer au vote :

Avis favorable à l'unanimité

L'avis du CAC pour un changement de direction d'une Ecole Doctorale ne nécessite pas d'être entériné par le Conseil d'Administration d'UCA. Il sera communiqué au Président de l'Université pour décision.

15.-Echanges sur le projet de Loi de Programmation Pluriannuelle de la Recherche (LPPR)

Intervenant : Noël DIMARCQ

Suite à l'avis favorable à l'unanimité des conseiller.e.s pour l'ajout du point, Noël DIMARCQ indique souhaiter avoir un premier échange ce jour avec les membres du CAC sur la LPPR.

Il rappelle l'objectif principal de cette loi de redonner à la recherche plus de moyens sur la durée.

Noël DIMARCQ propose la mise en place d'un groupe de réflexion commun au CAC et au CA qui identifiera les thématiques et les sujets spécifiques de réflexion au regard de l'applicabilité des différents aspects de la LPPR au niveau d'UCA, avec une approche critique et constructive. Le but est d'identifier les outils de la LPPR qu'il faut faire évoluer ou mieux cadrer pour éviter tout risque ou retombées négatives de leur application. Ces points seront ensuite abordés et discutés en CAC, afin de faire remonter d'éventuels risques liés à certains dispositifs proposés dans la LPPR, et donner un avis au Président de l'Université sur leur mise en œuvre à UCA.

Noël DIMARCQ souhaite une composition de ce groupe de travail essayant de couvrir au mieux les grands domaines thématiques et les différents statuts de personnels représentés au CAC.

La parole est donnée aux conseillers :

Une question est posée sur la deadline de retour au Ministère. Noël DIMARCQ propose de commencer par élaborer dans ce futur groupe de travail une première liste de thématiques qui pourra ensuite être validée en CAC. L'idée est d'adapter la mise en application de la LPPR (non encore votée au Parlement à ce jour) de la meilleure manière possible à l'Université. Un conseiller suggère la présence d'une personne appartenant au Comité National de la Recherche Scientifique. Noël DIMARCQ fait remarquer que les différences de point de vue existant entre les sections du Comité National pourraient fausser les débats. Le groupe de travail ne devrait pas excéder une quinzaine de personnes.

Une conseillère indique que la LPPR modifiera en profondeur la profession des Enseignants-Chercheurs.

Plusieurs instances d'établissements de l'ESR ont d'ores et déjà pris position sur la LPPR. Noël DIMARCQ indique vouloir soutenir la LPPR tout en fournissant au MESRI des critiques constructives sur les parties sensibles et risquées de la LPPR, en particulier sur les aspects RH. Il pose la question de la situation dans laquelle se retrouverait le monde de la recherche en France si la LPPR n'était pas validée.

Il conclut sur le rayonnement d'UCA et sur l'importance de développer la politique d'attractivité de l'établissement, et remercie les conseillers pour leur participation et leurs contributions à cette séance du CAC.

Fin de la séance à 18h51

Pour le Président d'Université Côte d'Azur
Le Vice-Président Recherche et Innovation



Noël DIMARCQ